
Oslo ou l'éphémère dénominateur commun israélo-palestinien

Frédéric Encel

Depuis son accession au pouvoir en Israël en mai 1996, Benyamin Netanyahou fait figure d'obstacle majeur à l'avènement de la paix au Proche-Orient, sorte de tempête belliciste après le beau temps travailliste. Une impression renforcée par le retard accumulé dans le calendrier des pourparlers israélo-palestiniens et, entre autres initiatives, par l'ouverture des travaux de construction d'un nouveau quartier juif à Jérusalem-Est, le 18 mars 1997.

Les reproches adressés au chef du gouvernement israélien concernent invariablement le non-respect des Accords d'Oslo par lequel il prendrait l'écrasante responsabilité de faire échouer le processus de paix dans son ensemble. Car si les négociations israélo-palestiniennes ne se sont, officiellement, jamais rompues, elles se déroulent "façon Madrid", lentes, procédurales et irrégulières. L'extension de quartiers juifs à Jérusalem-Est se poursuit, les implantations ont retrouvé un statut privilégié dans le budget de l'Etat, et Tsahal (l'armée israélienne) se maintient pour l'heure sur 96% de la Cisjordanie et 35% de la bande de Gaza.

L'esprit d'Oslo, avec la vision d'un monde meilleur au Moyen-Orient, d'une confiance à construire petit à petit entre les partenaires du processus de paix, cette paix devant être celle sinon des coeurs du moins des échanges tous azimuts dans le respect mutuel et le rejet des options militaires, semble durablement évanoui.

Or, et c'est là nous semble-t-il une question d'intérêt majeur, l'esprit des Accords était-il davantage respecté lorsque Messieurs Rabin et Pères co-présidaient aux destinées de l'Etat hébreu et du processus de paix? A en croire nombre d'observateurs, il existerait en effet un fossé abyssal entre leur coalition gouvernementale considérée, à juste titre, comme la plus "à gauche" de l'histoire politique d'Israël (formation travailliste/gauche laïque du Meretz/soutien des partis arabo-communistes

Hiver 1997-1998

antisionistes) et l'actuel gouvernement Likoud au sein duquel siègent côte à côte idéologues nationalistes et ultra-orthodoxes disposant de puissants ministères. En réalité, n'en déplaise aux laudateurs du parti travailliste israélien et au-delà des citations biblico-lyriques de ses dirigeants passés et présents, on serait objectivement bien en peine de déceler des divergences *de fond, sur le terrain*, entre les deux pouvoirs. Qu'on en juge plutôt à l'aune de questions authentiquement déterminantes du processus de paix.

Les implantations? Aucune des cent quarante-quatre édifiées en Cisjordanie et à Gaza, pas même la plus réduite et la plus isolée de toutes, celle de Netzarim, n'a fait l'objet d'un début de démantèlement entre 1992 et 1996. Bien au contraire; au cours de cette précédente législature, le nombre de résidents juifs a connu une progression considérable — avec une augmentation de plus de 10% durant la seule année 1995 — pour atteindre en 1996 une population estimée à cent cinquante mille âmes. Lors de sa première visite à Washington, Benyamin Netanyahou eut d'ailleurs beau jeu de proclamer devant le Congrès compréhensif: "*Sous le gouvernement travailliste, la population des implantations s'est accrue de 50%; vous comprenez bien que nous ne pouvons faire moins.*"¹

Jérusalem? Scénario identique. On garde certes en mémoire l'ouverture explosive du souterrain hasmonéen, en septembre 1996, mais on omet de rappeler d'une part que rien dans la *lettre* sinon dans *l'esprit* des Accords d'Oslo n'interdit une telle initiative, d'autre part qu'un accord en ce sens (informel il est vrai) avait été conclu avec les autorités spirituelles musulmanes, le *Waqf* de Jérusalem, au mois de février 1996 sous l'impulsion de... Shimon Pérès alors chef du gouvernement israélien. Selon le journaliste israélien Emmanuel Halperin², jamais la population juive de Jérusalem-Est n'avait connu un tel essor depuis l'avènement du gouvernement Rabin, le défunt Premier ministre qui se faisait fort de répliquer aux critiques des "faucons" à ce sujet: "*Qu'attendez-vous de moi? Nous ne construisons pas moins que le Likoud dans le Grand Jérusalem, et peut-être même davantage !*"³ C'est en outre durant la législature travailliste que pour la première fois, le nombre de Juifs vivant à Jérusalem-Est a dépassé en nombre celui des Palestiniens, et ce n'est pas un responsable du Likoud qui annonça, en décembre 1994, le lancement d'un programme de trente-trois mille nouveaux logements dans le secteur oriental de la Ville sainte ainsi qu'autour de ses satellites cisjordanien de Givat Zeev, Maalé Adoumim et Goush Etzion, mais bien le ministre travailliste de la Construction et du Logement Benyamin Ben Eliezer.

Quant à un "Oslo 3" promis par le candidat Pérès au cours de sa dernière campagne électorale, de cela même nous pouvons légitimement douter. Sans faire de politique-fiction, il nous semble improbable que le leader travailliste, s'il n'avait électoralement échoué pour la cinquième fois consécutive, eût obtenu les moyens politiques de réunir une coalition majoritaire susceptible d'engager son pays sur la voie de concessions majeures, seules susceptibles de satisfaire les exigences

palestiniennes, autrement dit de ces compromis qui attenteraient au statut de souveraineté israélienne exclusive sur Jérusalem et les implantations.

Car à n'en point douter, voilà bien la problématique fondamentale d'un conflit d'intérêts qui dépasse de loin les vicissitudes politiciennes propres à Israël: la partie "facile" du processus de paix s'est achevée en **mai** 1996. Elle aura consisté en l'existence éphémère d'un plus petit dénominateur commun entre Israéliens et Palestiniens à la table des négociations, les premiers souhaitant dans leur immense majorité abandonner le contrôle des zones d'Intifada endémique à forte densité de population arabe (souks et casbah mortifères pour les conscrits et les réservistes, zones peu stratégiques, etc...); les seconds revendiquant par définition ces régions de Cisjordanie et de Gaza comme leur revenant de droit. En d'autres termes, *Gaza-Jéricho d'abord* puis *Oslo 2* signifiaient que les uns se "débarrassaient" de ce que les autres revendiquaient.

Or une fois le marché conclu et les accords commencés d'être appliqués sur le terrain, le dénominateur n'existait plus, loin s'en faut. Et la sempiternelle loi du plus fort de s'appliquer à nouveau dans le cadre classique et multiséculaire des rapports de force entre nations rivales. En effet si les Israéliens avaient, bon gré mal gré, soutenu le processus de paix, c'est qu'ils en éprouvaient concrètement les bienfaits: conserver sous leur contrôle la plus grande (et la plus vide) partie des territoires dits de "Judée-Samarie" (Cisjordanie), soit environ 65% de la superficie totale, en finir avec les périodes de réserve stériles et éprouvantes, engranger des progrès diplomatiques considérables, enregistrer une croissance économique sans précédent...

Recueillis les fruits d'Oslo, que ne s'arrêter là en évitant les échéances autrement moins réjouissantes de sa seconde et ultime phase? Ainsi la question des réfugiés palestiniens, celle d'un incontournable compromis territorial d'envergure impliquant les *yishouvim* (implantations), l'Etat palestinien redouté se profilant et, bien entendu, le statut de Jérusalem, "capitale éternelle et indivisible"... Sans compter, sur le front syrien, l'abandon probable de l'enfant chéri des territoires conquis en 1967, le plateau du Golan. Autant de perspectives cauchemardesques pour une majorité sans aucun doute assez dominante de la société israélienne toutes obédiences confondues.

Insistons: il fut une chose pour les Israéliens de permettre aux populations palestiniennes de s'autogérer comme bon leur semblait, il en sera une autre d'abandonner une souveraineté perçue comme historiquement légitime sur les espaces centraux du précepte territorial d'*Eretz Israël* (la Terre d'Israël), et d'envisager d'y abandonner ou d'y évacuer de force les concitoyens juifs qui ont choisi d'y vivre. Certes il y eut le précédent de Yamit, mais sa valeur comparative est à peu près nulle; la Cisjordanie n'est pas le Sinäï, et la paix de Sadate est jugée d'une autre dimension que celle d'Arafat...⁴

Shimon Pérès, élu à la place de son rival, eût-il donc — ou son successeur Ehoud Barak aurait-il aujourd'hui — la volonté et/ou la capacité politique de poursuivre Oslo de manière déterminante ? La volonté, peut-être. La capacité, sans doute pas. Israël est une démocratie

de type parlementaire et à ce titre c'est l'organe législatif qui vote seul les lois. Or avec seulement cinquante-deux députés sur cent vingt - dont quatre Arabes islamistes trop antisionistes pour être "coalisables" - éventuellement favorables à certains compromis majeurs sur les questions fondamentales que nous avons évoquées, nulle majorité "utile" et stable ne nous paraît susceptible, à court ou moyen terme, de se dégager.

En définitive c'est à Yossi Beilin, l'ancien ministre du processus de paix et inspirateur de Pérès, que revient la palme de la clairvoyance, lui qui déclarait après la défaite de son parti aux dernières législatives israéliennes: "*Itshak Rabin a gagné les élections en 1992 parce qu'il se présentait comme un homme de droite. Or cette victoire du parti travailliste ne pouvait être qu'un épisode. Une telle occasion avait peu de chances de se répéter dans un avenir proche; le peuple d'Israël est plutôt de droite (...)*"⁵

Frédéric Encel est enseignant au Centre de Recherches et d'Analyses Géopolitiques de l'Université Paris VIII, auteur d'une thèse intitulée: *Géopolitique de Jérusalem*, à paraître chez Flammarion (mars 1998).

¹ *Yediot Aharonot*, 17/7/96.

² Interview d'Emmanuel Halperin sur BFM le 2/6/96, cité dans l'émission *Polémiques* sur France 2 (le même jour).

³ *Le Figaro*, 27/1/1995.

⁴ Suite aux accords de paix de Camp David de 1978-79, Israël restitua à l'Égypte l'intégralité du Sinaï conquis en 1967, et démantela en 1982 le réseau d'implantations (environ 3.000 résidents, dont 800 à Yamit) qui y avait été établi.

⁵ *Le Monde Diplomatique*, juillet 1996.